



Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information. L'exemple du lancement du Décodex

Alexandre Joux, Brigitte Sebbah

► To cite this version:

Alexandre Joux, Brigitte Sebbah. Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information. L'exemple du lancement du Décodex. Sur le journalisme, 2020, pp.166-179. 10.25200/SLJ.v9.n1.2020.425 . hal-02880403

HAL Id: hal-02880403

<https://hal.science/hal-02880403>

Submitted on 16 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information

L'exemple du lancement du Décodex

ALEXANDRE JOUX

Maître de conférences
Aix Marseille Université
Université de Toulon
IMSIC
France

alexandre.joux@univ-amu.fr

BRIGITTE SEBBAH

Maîtresse de conférences
Université Toulouse 3 Paul Sabatier
LERASS
France

brigitte.sebbah@univ-tlse3.fr



Le *fact checking* s'est progressivement institutionnalisé dans les rédactions depuis les années 2000 pour devenir une pratique de vérification *ex-post* de la parole politique (Bigot, 2017). En revanche, la lutte contre les *fake news* est un phénomène plus récent qui n'est d'ailleurs pas généralisé dans les rédactions (Cabrolié, 2018). *Fake news* et rectifications journalistiques se multiplient assurément durant les périodes électorales, où les populations sont plus attentives à l'information politique. Ainsi, en France, un dispositif spécifique a été mis en place durant la campagne présidentielle de 2017 afin d'identifier et de dénoncer les principales *fake news* grâce à un travail coopératif des médias. Baptisé CrossCheck, il a été initié par First Draft News, un réseau indépendant de *fact checking*, et financé en partie par Google (Smyrnaio, Chauvet, Marty, 2017). Cette initiative n'est pas anodine : c'est la première tentative d'anticipation des acteurs du *fact checking* comme des grandes plateformes numériques face à un déferlement annoncé de *fake news*.

La campagne présidentielle française de 2017 fut en effet le premier test électoral majeur après le vote ayant conduit au Brexit et la campagne présidentielle américaine de 2016. Or, au Royaume-Unis comme aux États-Unis, les plateformes et les

**Pour citer cet article, to quote this article,
para citar este artigo :**

Alexandre Joux, Brigitte Sebbah, « Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information. L'exemple du lancement du Décodex », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 9, n°1 - 2020, 15 juin - June 15 - 15 de junio.
URL : <http://www.surlejournalisme.com/rev>

équipes de *fact checking* ont dû se lancer en cours de route dans la lutte contre les *fake news*, surprises qu'elles étaient de leur importance nouvelle, notamment sur les réseaux sociaux.

La campagne présidentielle française est donc singulière et a fait office de test pour des dispositifs qui ont ensuite été répliqués ailleurs. Son résultat, l'élection d'Emmanuel Macron le 7 mai 2017, est apparu à contre-courant dans un contexte de montée des nationalismes auquel *fake news* et propagandes étrangères sont souvent associées. Malgré les *fake news*, grâce peut-être à la responsabilité des médias français (nous verrons qu'elle est considérée comme décisive par les journalistes), la campagne n'a de manière générale pas été polluée par de fausses informations comme ce fut le cas aux États-Unis, ainsi du Pizzagate (Rebillard, 2017) ou au Royaume-Uni. Satisfecit affiché donc, des médias, des plateformes, des journalistes.

C'est dans ce contexte que nous avons souhaité enquêter sur les représentations des journalistes à l'égard des dispositifs de lutte contre les *fake news*, juste à l'issue de l'élection. Même si CrossCheck a symbolisé en France la mobilisation des plateformes et des rédactions à l'occasion de la campagne présidentielle, nous avons privilégié un autre dispositif, apparu lui aussi début 2017. Il s'agit du Décodex. Ce dispositif, animé par l'équipe des Décodeurs, la cellule de *fact checking* du Monde, nous a semblé beaucoup plus riche dans son ambition. En effet, CrossCheck se contente de lister des *fake news* que les médias doivent qualifier, à charge pour eux de relayer ou non le résultat de leur enquête, qui sera toutefois publié par défaut sur le site de CrossCheck. Avec le Décodex, l'échelle est différente : plutôt que de s'en prendre directement à des *fake news* identifiées sur la toile, le dispositif est né d'abord comme un outil de signalement des sources les plus problématiques. Il a été intégré d'emblée dans une extension pour navigateurs et un bot Facebook. Le Décodex a donc dès l'origine une grande ambition, à savoir réaliser des économies d'échelle en remontant des *fake news* à leurs sources, des rédactions jusqu'au cœur des réseaux sociaux comme des interfaces web afin d'être un véritable outil pédagogique sur l'information en ligne (Joux, 2018). C'est cette ambition que nous avons voulu mesurer à l'aune de la parole des journalistes à l'origine du projet comme ceux impliqués dans son lancement en février 2017. Par ailleurs, la polémique qui a accompagné ce lancement rappelle combien le jeu des représentations a joué dans le cas du Décodex, la polémique ayant moins porté sur le projet que sur la posture des journalistes du Monde.

Interroger les représentations des journalistes relève d'un choix méthodologique assumé. En recueillant une parole contemporaine de l'action

qu'elle commente, nous avons souhaité identifier les motifs qui président au travail journalistique de *debunking* avant que ces derniers ne soient retravaillés par les acteurs eux-mêmes dans un discours de promotion de leurs savoir-faire professionnels, avec les risques afférents de mythification *ex-post*. Cette enquête ne porte donc pas sur les dispositifs eux-mêmes, mais bien sur les représentations de ceux qui y contribuent, donc sur l'idée aussi qu'ils se font du journalisme dans un contexte où les *fake news* remettent incontestablement en cause le journalisme. Par représentations, nous entendons ici les productions langagières des journalistes qui contribuent à l'image que les journalistes veulent donner d'eux et qui, en même temps, clôturent un espace professionnel grâce à un imaginaire partagé. Ces représentations ne sont pas homogènes ou complètement unifiées. Elles renvoient à des « *figures professionnelles du journalisme* » qui « *procèdent d'un stock de métaphores à vocation idéaltypique dans lequel les journalistes viennent puiser afin de légitimer leur mode d'organisation, recruter de nouveaux venus, mais aussi gérer leurs crises et leurs conflits dans la société* » (Mathien, Péliissier, Rieffel, 2001 : 50). Ces figures sont autant de visages du journalisme dont le journaliste *fact checker* qui nous concerne est l'une des déclinaisons.

Concernant le terme *fake news* ici mobilisé, nous précisons d'emblée que nous n'en donnerons pas de définition précise. Emprunté par des acteurs très différents, le terme est désormais caractérisé par une très forte polysémie. Nous ne retiendrons du terme que le renvoi implicite à l'existence d'une vérité capable de s'imposer en alternative aux discours de ceux qui véhiculent des approximations ou des mensonges. Le terme *fake news* ne sera donc pas mobilisé pour ce qu'il peut désigner, ainsi parfois de la dénonciation des approximations partielles qui n'ont rien à voir, loin s'en faut, avec la fausse information, construite de toutes pièces. Le terme *fake news* sera en revanche mobilisé pour désigner ce qu'il sous-entend, la possibilité d'un discours du dévoilement, donc la possibilité pour le journalisme, au prix d'un certain effort, de rendre compte de la réalité ou, *a minima*, de pointer vers elle en vérité. Par *fake news*, nous entendons donc toutes les affirmations qui offrent aux journalistes la possibilité d'y opposer une rectification qui a la vérité pour ultime visée.

LE FAKE CHECKING, UN DÉPASSEMENT DU FACT CHECKING ?

La vérification des faits et le croisement des sources font partie de la rhétorique de l'objecti-

tivité qui caractérise le journalisme d'information (Charron, de Bonville, 1996). Aussi le *fact checking* existe-t-il historiquement dans les rédactions, mais sa signification a, depuis les années 2000, « *opéré un glissement pour désigner, non plus la vérification exhaustive et systématique des contenus journalistiques a priori, mais le contrôle ponctuel de citations publiques a posteriori* » (Bigot, 2017 : 132). En intervenant dans l'espace public pour soumettre la parole de ses acteurs à vérification, le *fact checking* va s'imposer comme un acte politique à part entière (Graves, 2001) et devenir, pour le journalisme, un moyen nouveau de légitimation. Cette activité de vérification est dans la plupart des cas prise en charge par des équipes dédiées au sein des rédactions, voire par des organisations dont l'activité est exclusivement consacrée au *fact checking*. Le discours d'accompagnement du *fact checking* produit par ces équipes dédiées est inséparablement lié à une visée normative pour le journalisme en ce qu'il présuppose, à travers un travail rigoureux de vérification des faits et de confrontation des sources, la possibilité de produire des énoncés vrais en contrepoin des paroles publiques qui véhiculent soit des approximations, soit de fausses informations. En ce sens, le *fact checking* est un espace original au sein du journalisme où se lisent, peut-être de manière plus évidente, certaines prétentions qu'il s'agira ici d'interroger. La première d'entre-elles est la réaffirmation du rôle politique du journalisme associé à la figure du *muckraker* et de l'enquête. C'est ce que recouvre la rectification publique des insuffisances de la parole politique. La deuxième d'entre elles est la visée objective du journalisme qui s'incarne dans le discours positiviste des cellules de *fact checking*, en mesure de rétablir la vérité. La troisième est associée au discours de la méthode des cellules de *fact checking* qui, par le compte-rendu détaillé de leurs pratiques de rectification, indiquent aussi leur prétention à une pleine légitimité journalistique. Le *fact checking* est en effet atypique au sein des rédactions où la plupart des journalistes traitent de l'actualité quand les *fact checkers* s'éloignent de celle-ci pour soumettre au test de vérité la parole de ses acteurs.

L'irruption brutale de la notion de *fake news* dans le débat public au milieu des années 2010 est venue renforcer les prétentions qui traversent le *fact checking* contemporain. Parce que les discours volontairement trompeurs peuvent l'emporter dans la fabrique de l'opinion au détriment des discours revendiquant une espèce de rationalité, ce qui est le cas du journalisme, une lutte s'est engagée entre les tenants d'un certain positivisme et des perspectives plus constructivistes pour lesquelles la question de la post-vérité s'apparente au retour d'une vieille antienne de la phi-

losophie politique qui, des sophistes au rôle des démagogues en démocratie, questionne la capacité de tout un chacun à juger en citoyen éclairé.

Le débat s'est notamment organisé autour de la notion de *post-truth* proclamée mot de l'année 2016 par le dictionnaire Oxford tant il a été mobilisé. La post-vérité a d'abord été utilisée comme adjectif et a été associée à un contexte politique, le Brexit et l'élection de Donald Trump, l'expression *post-truth politics* étant donnée en exemple. La notion de post-vérité est ainsi définie : « *relating to or denoting circumstances in which objective facts are less influential in shaping public opinion than appeals to emotion and personal belief* » (Oxford Dictionaries, 2016). Les « *faits objectifs* », ceux des journalistes qui revendiquent une méthode normée de saisie du réel, n'ont donc pas disparu : ils sont relégués. C'est en ce sens que la lutte contre les *fake news* peut s'interpréter comme un effort de réaffirmation, non pas de l'objectivité journalistique, les professionnels de l'information ayant appris à se méfier d'un terme qui a été fortement critiqué (Streckfuss, 1990), mais de l'exemplarité des méthodes journalistiques.

En rappelant les conditions d'élaboration d'une information à travers son parangon, la soumission au test de vérité des énoncés produits par les politiques mais aussi par les médias, le *fact checking* postule une certaine rationalité propre à l'information journalistique. Cette rationalité journalistique, fondée dans des pratiques qui ont la vérité comme idéal, bénéficie en outre d'une utilité sociale évidente. Elle permet potentiellement de lutter contre les effets jugés négatifs des *fake news*, ces informations qui n'en sont pas et qui compteraient de plus en plus dans la fabrique de l'opinion. Cette utilité sociale s'inscrit alors dans un autre espace conflictuel, celui qui oppose différentes catégories d'émetteurs sur Internet, les médias d'information d'une part, les paroles refusant de se soumettre à l'épreuve du réel d'autre part. Les publics seraient ballotés entre ces influences contraires. Le *fact checking* s'impose alors comme le cheval de Troie de la parole journalistique dans les espaces qu'elle ne contrôle pas, en venant y rectifier les affirmations mensongères, exagérées ou satiriques auprès de publics considérés comme trop naïfs. Ce sont ces modalités que nous avons voulu explorer à travers un cas précis, le Décodex.

MÉTHODOLOGIE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Notre objectif n'est pas d'évaluer ici la pertinence du Décodex mais bien d'identifier les repré-

sentations qui sont celles des journalistes impliqués dans le projet.

A travers ce dispositif complexe qu'est le Décodex, il s'est agi pour nous de comprendre les enjeux qui l'accompagnent, formulés et imaginés par les journalistes à l'origine du projet et ceux, recrutés ultérieurement, en charge de son animation. Pour ce faire, nous avons opté pour une série d'entretiens semi-directifs juste à l'issue des résultats de la campagne présidentielle 2017 qui a été pour le *fact checking* un moment fort d'affirmation dans l'espace professionnel des journalistes, mais plus généralement dans l'espace public. Les entretiens ont été conduits entre le 4 et le 13 juillet 2017, chacun d'une durée d'une heure environ. Ils concernent cinq journalistes impliqués dans le Décodex, l'équipe comptant alors douze journalistes. Des profils complémentaires ont été choisis afin de récolter la parole la plus diversifiée possible. Ancien de l'équipe des Décodeurs, Jonathan Pariente fut ensuite rédacteur en chef adjoint du *monde.fr* avant de rejoindre *Courrier international*. Il a participé aux premières discussions sur Le Décodex et incarne finalement le lien entre la rédaction dans son ensemble et l'équipe de *fact checking* des Décodeurs. Fin 2015, lors des premiers échanges sur le projet, il avait d'ailleurs pour interlocuteur Samuel Laurent. Ce dernier a également été interrogé et fut à l'origine des Décodeurs au sein du Groupe. Il en est le responsable et, à ce titre, a supervisé le lancement du Décodex. Alexandre Pouchard a également été interrogé. Responsable-adjoint des Décodeurs au moment du lancement du Décodex, il est ensuite devenu rédacteur en chef adjoint au *monde.fr*. S'ajoute à ces trois profils des journalistes aux missions plus spécifiques. Maxime Vaudano, recruté aux Décodeurs, a participé au lancement du Décodex dont il accompagne la partie outils. Le projet lui doit l'idée d'annuaire pour multiplier les possibilités de signalement. Il reconnaît être « *moins branché dans les vérifications* ». Ce rôle central de vérification revient à Adrien Sénecat, recruté en 2016 aux Décodeurs et à qui a été confiée la réalisation de la première base des sites vérifiés qui servira au lancement du Décodex.

Du point de vue théorique, nous inscrivons notre réflexion dans les travaux à visée ethnographique (Paterson, 2016) qui explorent la manière dont les routines journalistiques et les pratiques professionnelles sont redéfinies par les évolutions technologiques. Inscrite également dans la lignée de la théorie de l'acteur-réseau (Latour, 2005), notre approche permet d'interroger à la fois les acteurs par le biais d'entretiens semi-directifs du point de vue de leurs représentations au travail et les objets, les dispositifs sociotechniques considé-

rés ici comme des acteurs sociaux à part entière. Ces derniers génèrent ainsi des contraintes qui encadrent et redéfinissent le travail des journalistes (Anderson, De Maeyer, 2015). La fonction assignée au Décodex, ses vertus supposées, son inscription dans le jeu d'interrelations entre *fact checking*, rapport aux sources et vérité journalistique ont ainsi été l'objet principal de nos entretiens.

A travers ces entretiens, il s'est agi d'explorer principalement trois thématiques. La première interroge les représentations associées à l'outil Décodex dans son rapport à la pratique journalistique. Est-il perçu comme l'occasion d'un renouvellement épistémologique du journalisme, à savoir une tentative nouvelle de définir les conditions d'accès à la vérité des faits ? Ou, à l'inverse, correspond-il seulement à une évolution des pratiques professionnelles avec une plus grande importance accordée à la présentation des sources, à la relation avec le public, à la pédagogie ?

La deuxième thématique vise à saisir le dispositif dans son environnement, à savoir la lutte contre la désinformation et la place prépondérante occupée par les réseaux sociaux dans la circulation de l'information. Le Décodex est-il perçu comme un nouvel outil qui adapte les pratiques de *fact checking* à la propagation des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux ? Est-il au contraire une manière radicalement nouvelle d'envisager le rôle des médias dans la circulation de l'information, avec notamment la question de la labellisation des sources d'information ?

La troisième thématique porte plus spécifiquement sur les représentations implicites du rôle et du pouvoir des médias d'information dans un contexte où se banalisent les *fake news*, notamment lors des périodes électorales propices à la polarisation des opinions. Les médias sont-ils ou doivent-ils être les garants de la vraie information ? Le rôle assigné aux médias ne repose-t-il pas sur une croyance dans l'effet des messages de la part des journalistes qui serait corrélée à la croyance dans le pouvoir des *fake news* ? Enfin, la labellisation de l'information par les médias doit-elle être collaborative dans ce contexte nouveau où le pouvoir des médias est remis en question ?

A partir de ces trois thématiques, nous avons tenté de cerner le rapport complexe que les journalistes *fact checkers* peuvent entretenir avec la vérité ou au moins avec une certaine idée de la vérité journalistique, l'outil Décodex étant le *medium* par lequel celle-ci peut être potentiellement visée. Si la première thématique permettait d'envisager la possibilité d'une rupture épistémologique auprès

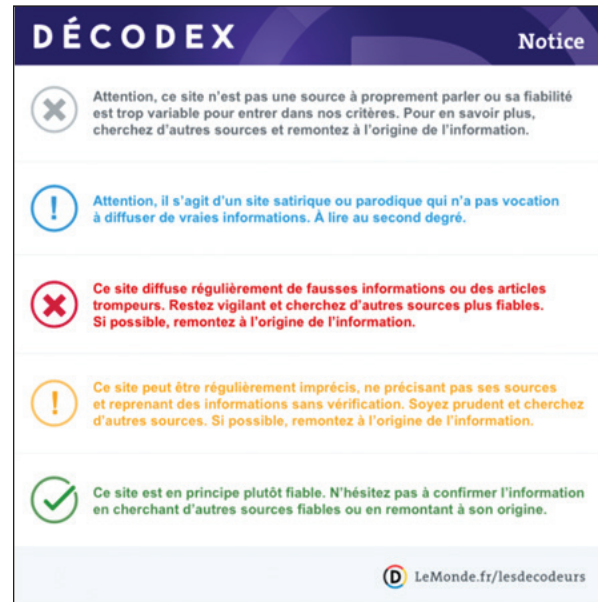
des journalistes interrogés, les suivantes articulent cette possibilité avec la question des *fake news*, qu'il s'agisse de les signaler ou, en contrepoint, de labelliser les informations à travers des médias légitimes.

LE DISPOSITIF « DÉCODEX »

Parce que ce sont les représentations des acteurs qui nous intéressent, nous ne proposerons qu'une brève présentation du Décodex sur la période correspondant à la campagne présidentielle française de 2017.

Lancé le 1er février 2017 par *Le Monde*, le Décodex sera présenté sur sa page d'accueil comme « *un outil qui vise à lutter contre la diffusion virale de fausses informations et à aider les internautes à se repérer dans la jungle des sites producteurs ou relayeurs d'informations* » (*Le Monde*, 2017a). Pour ce faire, le Décodex proposera une classification des sources d'information, classification comportant initialement cinq catégories, identifiables par des symboles. Les cinq catégories ne s'apparentent pas à une échelle de vérité même si, aux deux extrêmes, se situent d'un côté les sites catégorisés d'une croix grise parce que ne pouvant pas être considérés comme des sources d'information, et de l'autre la pastille verte pour les sites « *plutôt fiables* ». Des catégories alternatives existent, ainsi au point d'exclamation bleu pour les sites satiriques ou parodiques. Ici, la dimension pédagogique du Décodex est manifeste, ce qu'indique Samuel Laurent lors de notre entretien. Certains publics naïfs n'identifient pas *Le Gorafi* comme site parodique. Mais l'exercice pédagogique du Décodex va bien au-delà des seuls publics naïfs comme le révèlent nos entretiens : « *Un autre exemple c'est Nordpresse, qui est son équivalent belge, pas connu en France, et les journalistes s'en servent régulièrement* ». Ce témoignage éclaire autrement l'ambition de la pastille verte qui a fait polémique au lancement du projet. Au-delà de l'aide au public, le Décodex avait bien également pour ambition de restaurer l'image du journalisme en mettant en évidence le travail des meilleurs d'entre eux, certains étant manifestement soupçonnés de naïveté ou de précipitation. *Le Monde*, à travers le Décodex, fut immanquablement accusé d'être à la fois juge et partie dans la qualification des sources. Pour éviter que ce débat ne détourne le projet de son ambition première, une deuxième version du Décodex sera lancée le 17 février 2017 qui supprimera la pastille verte contestée pour ne plus signaler que les sites douteux ou parodiques. L'absence de signa-

lement impose toutefois une labellisation par défaut car les sites concernés restent dans la base du Décodex et sont qualifiés de « *plutôt fiables* ».



Les cinq catégories de sites et les symboles associés au lancement du Décodex en 2017.

Le Décodex doit par ailleurs être considéré comme un dispositif complexe et ne pas être essentialisé. Par dispositif, nous entendons ici un agencement technique et communicationnel saisi à plusieurs niveaux qui, de l'outil, conduisent à un niveau supérieur d'abstraction. En tant que dispositif technique en ligne, le Décodex est ainsi un outil de signalisation des sources problématiques, la notion d'outil étant prise ici dans son sens littéral avec une fonction donc principalement instrumentale. En tant que dispositif communicationnel, c'est-à-dire à un niveau supérieur d'abstraction, le Décodex engage les journalistes et les internautes dans une relation (les pastilles et l'appel à la vérification par les internautes indiquent bien que l'utilisateur n'est pas passif et extérieur au dispositif) ; il engage les journalistes vis-à-vis de l'ensemble de la rédaction du *Monde* ; enfin il engage les journalistes vis-à-vis de leurs confrères qu'ils évaluent et de tous ceux dont ils se distinguent, les sites satiriques et les sources problématiques d'information. Cet engagement généré par le Décodex, l'interrelation entre les journalistes du Décodex et l'environnement informationnel en ligne constituent ainsi le niveau abstrait mais essentiel du dispositif parce qu'il fait reposer celui-ci sur une entité intentionnelle, en l'espèce la volonté des Décodeurs de mettre à disposition un outil de signalement des sources problématiques. Le dispositif à ce niveau supérieur d'abstraction sépare ainsi un dedans (l'outil lui-même et son rapport aux sources en ligne) et un dehors

situé à un métaniveau, à savoir les finalités que les journalistes du Décodex assignent à l'outil qu'ils utilisent et celles qu'ils projettent sur l'écosystème de l'information en ligne. C'est cette approche s'inspirant des liens établis par ailleurs entre dispositif et communication (Meunier, 1999) qui nous permet de mobiliser aussi la théorie de l'acteur-réseau. En effet, au-delà de l'analyse de l'outil, le recueil de la parole des journalistes est essentiel parce que leurs représentations révèlent les buts assignés au Décodex à un métaniveau.

Sous une identité de marque, le Décodex en tant qu'outil correspond en fait à un index des sites vérifiés ; à un onglet du site du *monde.fr* dans lequel l'équipe des Décodeurs se livre à un exercice de présentation des bonnes pratiques journalistiques et dispense des conseils à l'internaute pour ne pas céder aux *fake news* ; à un moteur de recherche en page d'accueil du Décodex où l'internaute insère des adresses URL pour obtenir des informations sur la fiabilité des sites, ce moteur permettant par ailleurs aux Décodeurs de récupérer des adresses URL de sites qui n'ont pas encore été évalués ; à une extension Chrome ou Firefox qui « indique, en temps réel et pendant votre navigation, si le site est plutôt fiable ou s'il diffuse de fausses informations » (Le Monde, 2017a), cette opposition binaire entre « plutôt fiable » et tous les autres sites (quatre pastilles possibles) rappelant de nouveau l'argument d'autorité propre aux sites initialement labellisés en vert ; enfin un *bot* Facebook pour vérifier l'information depuis les réseaux sociaux. Les extensions pour navigateur comme le *bot* Facebook doivent permettre au Décodex d'essaimer sur les moteurs de recherche et les réseaux sociaux pour ne pas rester confiné au seul site du *monde.fr*. A un métaniveau, le Décodex se veut donc un tableau de contrôle permanent de la navigation des internautes qui substitue à la recommandation algorithmique des moteurs et des réseaux sociaux numériques une recommandation réalisée par des journalistes. Pour être complet, il faut indiquer que le Décodex a proposé, à partir de juillet 2017, un annuaire des fausses informations en plus de son annuaire des sources. Cette évolution est postérieure à la campagne présidentielle et ne sera pas envisagée ici. Après la campagne, le Décodex a d'ailleurs diversifié sa base d'URL pour explorer d'autres domaines où prolifèrent les *fake news*, ajoutant à l'information générale et politique des sources plutôt spécialisées en santé.

C'est cette démarche qui nous paraît particulièrement intéressante. En lançant le Décodex au tout début de la campagne présidentielle de 2017 en France, l'équipe de *fact checking* du Monde a choisi de forcer les portes de l'Internet en allant sur les

réseaux sociaux et dans les moteurs de recherche pour estimer non pas la vérité d'une information ou d'une parole politique, mais la fiabilité en général d'une source. L'ambition est adaptée à la prolifération des *fake news* et elle magnifie le *fact checking* en le dépassant : elle le transforme en projet global d'éducation à l'information. Trop nombreuses, les *fake news* ne peuvent pas en effet être toutes identifiées car « *fact checker, c'est un peu comme vider la mer avec un seau d'eau* » confirme l'un des journalistes interviewés. C'est donc au public, à chaque individu de se confronter aux fausses informations et de les soumettre au test de vérité. C'est l'une des raisons qui expliquent la naissance du Décodex selon Samuel Laurent, en charge du projet. L'idée germe fin 2015, « *après Charlie et le 13 novembre* » qui donnent lieu à beaucoup de rumeurs. Dans un premier temps, il s'agit de produire « *un annuaire des hoax qui n'était pas un pis-aller, mais une manière d'offrir des outils pour que les gens puissent vérifier eux-mêmes* ». C'est ce travail de facilitateur de la vérification que le Décodex va accompagner : l'annuaire des *hoax* se transforme en « *une base de données de vérification de sites* ». C'est ce que confirme également Jonathan Pariente qui était rédacteur en chef des Décodeurs au moment des premières discussions sur le Décodex : « *A un moment, il faut rationaliser notre effort. Le point de départ de la réflexion, je le vois là* ». D'autres arguments seront évoqués pour justifier la base qualifiée de sites que le Décodex mettra à la disposition du public. Plusieurs interviewés insistent notamment sur l'absence d'informations critiques à disposition sur les grands pourvoyeurs de fausses informations parce que les médias se refusent souvent à les citer pour ne pas renforcer leur notoriété. Pour Samuel Laurent, « *parce que depuis des années la logique est de ne pas parler des rumeurs et des sites qui les diffusent, ces sites ont une espèce d'impunité du fait que personne ne parle d'eux* ». L'utilité sociale du Décodex s'impose donc et, à travers elle, une certaine idée du journalisme comme garant de la fiabilité des sources.

RÉSULTATS

Une prudente vérité journalistique

Il ressort des entretiens que les journalistes interrogés tiennent un discours qui présente leur pratique au sein du Décodex comme une véritable entreprise d'affirmation de la vérité. Certes, le discours de la prudence domine quand la question du rapport à la vérité est abordée. Ainsi, Samuel Laurent ne pense pas « *réinventer le journalisme* » mais « *juste l'adapter à un nouveau médium qu'est Internet, adapter des compétences journalistiques*

à un nouveau paradigme ». De ce point de vue, le *fact checking* tel qu'il est pratiqué au Décodex est une pratique possible parmi les « mille manières de faire du journalisme ».

Si la dispersion journalistique (Ringoot, Utard, 2005) est actée, reste que la pratique spécifique au sein du Décodex est présentée dans un contexte qui cible un idéal journalistique. Bien que le mot « objectivité » n'est en général pas prononcé, une rhétorique de la connaissance traverse les différents discours recueillis qui associe établissement des faits et méthode normée pour y parvenir. Cette rhétorique de la connaissance est ici intimement liée au dévoilement des pratiques d'établissement de la crédibilité des sources. S'ajoute à cette rhétorique de la connaissance la mobilisation de la figure de l'enquêteur. Cette posture émerge en France à partir des années 1980 où le journalisme politique perd son statut de référence, ce qui va favoriser l'émergence de discours nouveaux de légitimation. Parmi ces derniers, celui qui valorise le journalisme d'investigation sera décisif parce qu'il permet de redonner aux journalistes un rôle politique comme « acteurs de la transparence » et du « contrôle » démocratique (Charon, 2003 : 142). C'est bien ce rôle qu'endosse le *fact checking* quand il vérifie les dires des acteurs publics. Ce rôle est par ailleurs survalorisé par l'ambition du Décodex qui vise non pas à faire la transparence sur certaines affirmations, mais bien sur les sources d'information grâce à une catégorisation systématique. C'est ce que sous-entend Samuel Laurent quand il rappelle les enjeux qui sont ceux de l'équipe qu'il dirige : « Les Décodeurs reposent sur quatre piliers : investigation, pédagogie de l'information, le data journalisme et la vérification ». La figure du journaliste enquêteur complétée d'une rhétorique de la connaissance est ici centrale et elle est adaptée au nouveau contexte numérique. C'est ce qu'indique la référence au data journalisme, lequel ambitionne de saisir le réel à partir de sa mesure tout en se libérant des contraintes qui sont celles des sources institutionnelles (Parasie & Dagiral, 2013). Cette spécificité du data journalisme remonte au *precision journalism* qui visait déjà à refonder le journalisme grâce à la mobilisation des outils des sciences sociales (Meyer, 1971). Elle a été ensuite adaptée au tournant quantitatif dans la disponibilité des données, le data journalisme s'imposant comme une nouvelle manière de faire et de présenter l'information (Coddington, 2015) qui échappe aux aléas de la subjectivité grâce à la neutralité postulée des données. Si la pédagogie est propre aux dispositifs de *fact checking*, l'insistance finale sur la vérification,

même si « nous n'avons pas non plus inventé le questionnement des sources », rappelle là encore l'ambition de produire un journalisme exemplaire qui renverrait en quelque sorte à un certain idéal garanti par des pratiques professionnelles revendiquées.

Pour Jonathan Pariente, le discours de la prudence est déjà moins marqué : « On essaie de coller à la vérité », ce que confirme autrement la qualification « plutôt fiable » utilisée par le Décodex pour les sites dignes de confiance. C'est donc une presque-vérité que vise le journalisme (Labasse, 2015) parce qu'il dépend de « la parole d'autres » qu'il tente de cerner au mieux. En effet, même la donnée magnifiée dans les pratiques de vérification est toujours un construit, ce qu'admet Jonathan Pariente en mentionnant toutefois un possible conflit d'autorité, toutes les paroles n'ayant pas la même légitimité implicite : « Même si je sors un chiffre de l'INSEE, quelqu'un peut m'opposer que c'est une source gouvernementale et donc fausse. On est à un moment où toutes les sources se valent, où une opinion vaut un fait ». Brandi contre le relativisme, cet argument d'autorité lui permet ainsi d'affirmer la possibilité d'une vérité journalistique (Watine, 2004) que le Décodex, comme dispositif de qualification des sources vient appuyer. C'est ce que confirme encore Adrien Sénécat quand il évoque son travail et les enjeux du *fact checking* : « regardez, on a les preuves que ce qui s'est passé est faux, et dire le contraire, c'est dérégler complètement le débat public ».

A l'évidence, une conception particulière de la vérité journalistique est mobilisée, laquelle est bien plus qu'une adaptation de la pratique journalistique au nouvel environnement numérique. C'est ce qu'atteste la présentation du Décodex suite à la modification apportée le 17 février 2017 qui supprime la pastille verte pour les sites plutôt fiables. S'il n'entend plus être un arbitre de la vérité journalistique en établissant la liste des sites dignes de confiance, au moins le Décodex prétend-il à une espèce de certitude quand il identifie les sources problématiques : « Notre analyse vise à évaluer la fiabilité globale d'un site par l'étude des informations qu'il diffuse : se présente-t-il comme un site d'information ? Produit-il ses informations ou les reprend-il d'ailleurs ? Sur quelles sources s'appuie-t-il ? Quels sont les auteurs ? Sont-ils identifiés ? Pratique-t-il des corrections en cas d'erreurs ? Renvoie-t-il vers des sites douteux ? » (Le Monde, 2017b). En explicitant les ressorts de la démarche des journalistes pour repérer les fausses informations, les Décodeurs qui signent l'article réhabilitent implicitement le travail des journalistes en tant qu'évaluateurs et prescripteurs. En effet, si la

nouvelle version du Décodex n'entend plus labelliser explicitement le vrai et le vraisemblable *via* un code couleur, elle signale toutefois avec certitude le « douteux » grâce à une réflexivité journalistique qui, à l'instar de la réflexivité critique en sociologie, ambitionne de mettre en lumière la fabrique des fausses informations.

Implicitement c'est donc la fabrique de la vraie information qui émerge en filigrane et la réhabilitation du travail de journaliste. Le Décodex apparaît alors comme une *instantia crucis* (Bacon, 1620) qui légitime la démarche scientifique des Décodeurs : les sites identifiés comme douteux viennent confirmer la grille interprétative qui a été posée avec le recours à des codes couleur, lesquels deviennent *de facto* opératoires. En effet, l'existence de codes couleurs (donc d'une grille) dans les deux versions du dispositif sous-entend une systématisation possible de cette sélection et tend à rendre le dispositif quasi scientifique. C'est ce que confirme autrement Alexandre Pouchard quand il décrit la réaction attendue des internautes ayant installé l'extension Décodex sur leur navigateur. Confrontés à des rumeurs, l'internaute doit pouvoir *in fine* s'exclamer : « *ah mais en fait c'est pas vrai* ». Le journalisme est crédité ici d'une certaine efficacité, notamment dans la dénonciation des rumeurs, car il va « *s'appuyer sur des faits que l'on peut vérifier [...] et qui ne relèvent pas de l'opinion, de l'interprétation qui peut en être faite* ». La principale limite à l'exercice, notamment dans le cadre d'une campagne électorale, est alors le *fact checking* politique car, au mieux, concède Alexandre Pouchard, le journaliste pourra-t-il indiquer la nature partisane des propos tenus. Il n'est pas confronté, pour l'essentiel, à des « *rumeurs qui ne s'appuient pas sur des faits, ou des faits faux, pas des faits* ». La rhétorique de la connaissance s'impose ici, à savoir la capacité du *fact checking* à dire ce qui correspond au réel ou s'en écarte définitivement.

Les liens entre Facebook et le Décodex

La deuxième thématique abordée dans nos entretiens nous confronte là-encore à un discours en apparence ambivalent. Les journalistes interrogés se défendent tous d'avoir voulu s'ériger en arbitres de la vérité sur Internet quand les réseaux sociaux seraient l'un des principaux vecteurs de la désinformation. Ils insistent au contraire sur la nécessité de remonter aux sources d'information pour industrialiser le *fact checking* à l'ère des réseaux sociaux, à charge ensuite pour l'internaute de prendre du recul par rapport à ce qu'il lit et partage. Mais il ne s'agit pas d'une simple adaptation du *fact checking*

au nouvel environnement numérique. La labellisation des sites s'impose comme l'horizon ultime du dispositif avec, comme contrepartie, la nécessaire mise en visibilité du travail journalistique là où se trouvent les internautes, notamment sur les réseaux sociaux.

Si le risque est « *de ne toucher que nos lecteurs* » comme le confirme Alexandre Pouchard, « *on a quand même l'espoir d'aller au-delà des lecteurs du Monde* » comme l'indique Maxime Vaudano : « *On a une extension Chrome, un bot Facebook. Ce sont des choses qui peuvent être vues par des gens qui sont complètement en dehors de l'univers du Monde* ». Cet essaimage du travail des Décodeurs, renforcé par le dispositif Décodex, va se cristalliser notamment autour de Facebook, un réseau social avec lequel l'équipe entretient une relation ambivalente. Ici, le Décodex mais aussi Facebook deviennent des acteurs à part entière de l'environnement numérique, inscrits dans un faisceau d'interrelations et de contraintes au sein desquelles les journalistes se positionnent.

Cette ambivalence repose sur les zones d'ombre du réseau social, son rôle central dans la circulation de l'information en ligne et l'existence d'un partenariat entre Facebook et Les Décodeurs. Alexandre Pouchard en fait le réseau social par excellence où le travail des Décodeurs doit pouvoir essaimer : il faut « *avoir des réseaux sociaux dans la boucle. Le partenariat qu'on a avec Facebook, qui peut signaler certaines informations comme fausses, avec un lien à l'appui, ça réduit la portée de la rumeur ou de la fausse information sur Facebook. Ça diminue la viralité. Étant donné la puissance que peut avoir Facebook, c'est vraiment très très important* ».

Ce partenariat a été initié par Facebook qui finance certains médias pour procéder à des vérifications concernant des informations partagées par ses membres et dont il constate la forte viralité sociale. Quand deux rédactions attestent de la nature problématique de l'information à évaluer, Facebook va la signaler à ses utilisateurs. Mais, dans ce procédé, Alexandre Pouchard reconnaît « *quelques côtés encore obscurs de l'outil de Facebook. [...] Ce à quoi on a accès est assez limité : on voit des liens ayant été signalés par des utilisateurs, mais non exhaustifs, il y a une sélection qui a été faite à un moment mais on ne sait pas comment. Il y a des liens qui nous sont présentés. Sur ceux-là, on peut dire vrai ou faux. [...] Et ensuite on n'a pas de suivi. On ne sait même pas si un autre média l'a signalé comme étant faux ou est-ce qu'on est les seuls* ». Mais Facebook a aussi des avantages perçus. Pour Maxime Vaudano, Facebook, en proposant aux rédactions partenaires des listes d'URL

pointant des informations à expertiser, « *permet de faire remonter des choses que l'on ne voit pas spontanément. Et d'ailleurs, quand on les voit, on se dit comment ça se fait que des choses comme ça soient autant partagées car c'est vraiment le fond du fond des fausses infos, et on se demande comment les gens peuvent y croire* ». Il ouvre donc des perspectives nouvelles pour le Décodex en imposant aux équipes qui l'animent certaines sources problématiques qui ont échappé à la liste initiale.

Mais Facebook est aussi la source du problème, ce que ne cachent pas les journalistes interrogés qui rappellent le relativisme informationnel propre au réseau social. Ce dernier juge en effet de la pertinence d'une information en fonction de sa plus ou moins forte adéquation au profil de l'utilisateur, et non selon des critères qui seraient ceux des journalistes, ce que concède autrement Jonathan Pariente : « *en tant que média, on est directement en concurrence sur un fil Facebook avec ces sites, ces fermes de contenu mais aussi ce que disent les internautes lambda* ». Aussi le Décodex a-t-il également pour fonction de réaffirmer la position surplombante du journalisme, de ces médias « *sérieux qui aur[ont] mis du temps, de l'argent, de la visibilité dans une enquête* ». Il endosse cette mission en jouant la carte de la curation, à savoir lister les informations qui méritent d'être lues et partagées pour les distinguer de celles qu'il désigne comme problématiques. Et c'est à cet endroit que le Décodex et le travail de *fact checking* viennent parasiter l'horizontalité propre aux réseaux sociaux. Pour Jonathan Pariente, « *c'est très compliqué car on entre dans un terrain où l'on peut se demander si on est une autorité morale. Qui sommes-nous pour dire que X ou Y sont des cons ? C'est très compliqué et le Décodex a été taillé en pièce par pas mal de gens de ce point de vue-là. Ce n'est à mon sens pas très étonnant* ».

Un dispositif arrimé à l'écosystème des médias

À l'évidence, le Décodex n'est pas qu'une adaptation du *fact checking* à la logique des réseaux sociaux et à la viralité de l'information. Il correspond à une manière nouvelle d'envisager le rôle des médias dans la mise en circulation de l'information sur Internet, le Décodex devant freiner la propagation de certaines informations quand, à l'inverse, il va indiquer sa confiance relative à l'égard d'autres sources, principalement les médias « *qui ont pignon sur rue* », l'expression revenant régulièrement chez les journalistes interrogés. D'ailleurs ces derniers reconnaissent cet entre-soi : « *Avec les autres médias, ça s'est plutôt bien passé et ils voyaient que Le Monde s'était mis à la même enseigne. Le Monde n'était pas super-vert et d'autres*

moyen-vert ». Même les médias fautifs se voient avancer un début d'excuse, lié aux contraintes économiques : « *C'est parce qu'ils font les choses très vite, qui vont faire réagir leur communauté, qu'ils ne vont pas vérifier : ils ne s'en donnent pas les moyens et font de la reprise. C'est des mauvais journalistes, c'est un fléau* ».

L'entreprise de *fact checking* qu'est le Décodex devient ainsi une entreprise d'affirmation implicite de la situation surplombante de certaines pratiques journalistiques. Certes, les sources à l'origine des fausses informations sont les plus sévèrement signalées. Mais c'est dans la relation aux sources médiatiques que l'exercice est révélateur de l'ambition non affichée du Décodex, d'ailleurs mal comprise : « *Disons qu'on a un gros problème entre nos positions opinions-faits et fait réel-désinformation. C'est quelque chose que les gens ont du mal à comprendre. Ils ont l'impression que le Décodex essaie de labelliser en fonction des opinions alors que ce n'est pas du tout le but : il peut y avoir des médias très engagés sur lesquels on ne met pas du tout d'avertissement car ils respectent les faits* ». Pour les autres, la chose est entendue : c'est un fléau. C'est à cet endroit que sera évoquée une certaine responsabilité des médias dignes de ce nom, notamment dans le cadre de la campagne présidentielle.

C'est ce que révèlent les représentations implicites du rôle et du pouvoir des médias d'information à l'égard des *fake news*, notamment dans le contexte de la campagne présidentielle française. Dans les entretiens réalisés, un effet sur les publics des messages en circulation, qu'il s'agisse d'information journalistique ou de *fake news*, est systématiquement postulé. Cette représentation naïve, qui relève de l'approche unidirectionnelle de l'effet des médias (Katz, Lazarsfeld, 1955/2005), contredit toutefois le discours plus travaillé sur la difficulté à enrayer la propagation des fausses informations et rumeurs sur Internet.

La première pierre d'achoppement porte sur le déséquilibre entre le nombre de *fake news*, la rapidité de leur propagation et les capacités de traitement des équipes de *fact checking*. Le Décodex est de ce point de vue une première réponse à ce déséquilibre quand, des fausses informations, il remonte à la source émettrice pour disqualifier l'ensemble de ses publications. Son efficacité est alors postulée : « *On essaie de se concentrer sur les sites qui pour le coup méritent une explication orange ou rouge et qui ont une vraie audience, et sur lesquels il y a un vrai impact sur les gens* ». Tout le problème se résumerait donc à celui des économies d'échelle. D'autres seront plus nuancés

et conditionnent l'efficacité du *fact checking* à la temporalité choisie pour la publication de la rectification. Ils inscrivent alors le *fact checking* et ses effets attendus dans un écosystème plus complexe qualifié par Alexandre Pouchard et Samuel Laurent de « *blanchiment* » des fausses informations : « *on s'est aperçu que le moment de publication est très important. Ça fait partie de toute la réflexion avant de traiter une rumeur ou une fausse information. On se pose de multiples questions : a-t-elle beaucoup circulé ? Ne va-t-on pas lui donner plus d'écho ? Dans quels cercles elle a circulé ? Si c'est une info sur l'islam et l'immigration comme il y en a beaucoup et qui reste cantonnée à un petit cercle de sympathisants d'extrême droite, pas la peine de la démonter. A partir du moment où elle commence à se diffuser au-delà de ces cercles, d'être « blanchie » entre guillemets par des responsables politiques, puis par des médias d'extrême droite, puis par des médias de droite, puis par des médias généralistes, etc. - cette chaîne que l'on observe régulièrement -, à ce moment-là c'est là que la temporalité devient très importante. Il faut arriver au moment où elle commence à se diffuser plus largement. C'est le moment idéal pour contrer la rumeur* ». A titre d'exemple, l'attentisme initial des Décodeurs lors du déplacement d'Emmanuel Macron sur le site de Whirlpool, suite auquel le futur Président fut suspecté de ne pas vouloir serrer la main aux ouvriers, est considéré comme une explication de la persistance de la rumeur même après son démenti.

La solution passe alors par une mobilisation plus générale des médias ayant « *pignon sur rue* ». Face à l'environnement numérique où la viralité interdit parfois aux rectifications de produire leurs effets, un écosystème médiatique de labellisation de l'information par les médias est mis en avant. Pour Alexandre Pouchard parlant de l'affaire Whirlpool, « *il y a aussi la question d'être les plus nombreux à contrer cette rumeur. C'est pour ça que pendant la campagne des initiatives comme CrossCheck où plusieurs médias ciblaient les fausses informations qui circulaient sont très importantes. Dans ce domaine, il y a non seulement le moment de la publication, mais aussi le côté massif : si plusieurs médias, un grand média contrent la rumeur dans le bon timing, ça peut être vraiment efficace* ». L'effet des médias ne repose pas seulement sur le message, mais aussi sur leur notoriété - ce qu'atteste la référence au « *grand média* » - et sur la reconnaissance réciproque de pratiques journalistiques partagées.

La référence à CrossCheck est ici significative et elle sera reprise par la plupart des autres journalistes interrogés. C'est parce que CrossCheck a

été initié de manière indépendante que le dispositif a pu fédérer les médias de manière collaborative, quand le Décodex a été perçu comme une initiative parfois présomptueuse du *Monde* : « *Les rédactions françaises n'ont pas l'habitude de travailler ensemble. Ce n'est pas évident de mettre en place des process de travail commun. Il faut que cela vienne d'une tierce partie, en l'occurrence CrossCheck* ».

En ce sens, un idéal est ici affirmé qui postule une certaine responsabilité sociale des médias à l'égard des *fake news*, laquelle ne saurait être exercée que collectivement. Les journalistes interrogés vont d'ailleurs faire la comparaison entre leur activité et un service public, lequel échappe donc aux logiques de concurrence entre médias. Ici, la rhétorique de la reconnaissance revient fermer l'espace du *fact checking* parce qu'elle impose des pratiques journalistiques reconnues et qui devraient être partagées collectivement : « *si tout le monde voulait faire son Décodex, cela fonctionnerait finalement aussi. Si Valeurs actuelles et d'autres faisaient le leur, on finirait par tomber d'accord sur certains sites, si on est honnête intellectuellement. Qu'on soit de gauche ou de droite, on dirait ça c'est de la fake* ».

A l'évidence, la défiance des publics à l'égard des médias, les nouvelles modalités de mise en circulation des messages ne sauraient, dans la conception des journalistes interrogés, remettre fondamentalement en question le rôle des médias d'information, garant de la transparence du discours dans l'espace public malgré toutes les affinités partisans et les effets de cadrage qu'elles peuvent produire (Entman, 1993). Et le conservatisme des médias français est perçu de ce point de vue comme une force dans la lutte contre les *fake news* engagée à l'occasion de la campagne présidentielle de 2017. Pour Samuel Laurent, « *l'élément essentiel qui explique que cela [les fake news] ait moins marché en France est clairement l'écosystème médiatique. En Angleterre, les tabloïds étaient tous pour le Brexit et ont diffusé des conneries toute la journée. Aux Etats-Unis, l'alt-right a constitué une contre-presse qui est presque aussi puissante que la presse instituée. La différence est là. [...] Chez nous, on s'en apercevait bien sur la fin, il n'y a pas de relais médiatique important. Donc les fake news ont du mal à sortir de leur cercle classique* ». L'enjeu ici est donc bien la réaffirmation du journalisme contre ses travers, le blanchiment des fausses informations, plutôt que la seule dénonciation des sources peu fiables. D'entreprise de désacralisation des paroles peu fiables, le Décodex, et plus largement la communauté des journalistes, sont appelés à se mobiliser pour empêcher à l'inverse la désacralisa-

tion de la parole journalistique que le succès des *fake news* semble pourtant attester.

CONCLUSION

La succession d'élections à fort enjeu depuis 2016, marquées à chaque fois par la présence massive de *fake news* durant la campagne et la montée en puissance des nationalismes, semble être l'occasion pour les rédactions d'une réaffirmation de leur rôle dans le bon fonctionnement des institutions démocratiques. Cette réaffirmation place l'enjeu sur le terrain des discours et constitue de ce point de vue un retour de la préoccupation déontologique, axée sur l'explicitation des pratiques professionnelles des journalistes (Ruellan, 2011) et sur une rhétorique de la connaissance. Il s'agit donc d'un retour du symbolique qui soulève de nombreuses questions, comme l'atteste l'analyse du Décodex. Ce dispositif, qui revendique les vertus du journalisme pour qualifier les sources de la mal-information, ambitionne implicitement, à travers ses promoteurs, de réaffirmer le rôle des médias d'information comme institution essentielle de la démocratie à travers la mise en transparence des discours qui traversent l'espace public et leur contrôle par des méthodes jugées incontestables. Fragilisées, les rédactions sont toutefois appelées à collaborer pour parvenir à ce résultat par un jeu complexe de labellisations croisées, l'effet des médias sur les représentations étant ici postulé. Mais cet effet est à relativiser car les journalistes l'associent également à la légitimité de la source, un média ayant « *pignon sur rue* » apportant à leurs yeux des garanties que d'autres sources d'information ne sauraient procurer. Aussi est-ce un conflit de légitimité qui semble dominer, ce qu'atteste autrement la notion de post-vérité qui acte l'effondrement du référentiel positiviste dans la fabrique de l'opinion.

En revanche, le silence des journalistes interrogés semble étourdissant quand il s'agit d'identifier les raisons pour lesquelles la légitimité de leur parole n'est plus une évidence. Les contraintes économiques, l'opacité de Facebook, la précipita-

tion de certaines rédactions sont invoquées. Mais rien n'est dit, par exemple, sur la nature des offres éditoriales et leur évolution, sur le rapport aux sources institutionnelles, sur les compétences des journalistes : la légitimité des rédactions dignes de ce nom semble être définitivement acquise, ce que conteste pourtant la désaffection des publics et le succès des *fake news*. Pourtant, l'émergence récente du *fact checking* dans les rédactions ou de dispositifs comme le Décodex sont bien l'indication d'une évolution des pratiques journalistiques et de l'affirmation de nouvelles manières de faire qui mériteraient d'être probablement plus questionnées par les journalistes. Même s'il ne s'agit pas ici du cœur de notre réflexion, les rapports entre les Décodeurs et le reste de la rédaction du *Monde* ont été abordés dans nos entretiens. Certains des interviewés reconnaissent des conflits de légitimité au sein même de la rédaction : « *il n'y a pas eu de remise en question d'une certaine forme de journalisme pendant des décennies et j'en connais qui sont tombés de l'armoire quand il a fallu expliquer comment on bossait et qu'on remettait en cause des choses qui ne l'étaient pas avant* ».

Derrière l'affirmation de la nécessité de la mobilisation collective et l'invocation de la légitimité journalistique, c'est donc aussi la diversité des pratiques journalistiques, avec tous les risques d'insuffisance qu'elle autorise, qui est en grande partie passée sous silence. Le discours rationaliste de la méthode, propre à la rhétorique de la connaissance, ne serait donc pas le bréviaire de toute la profession mais serait d'abord celui de ceux qui se chargent de la représenter dans l'espace public.

Réception de l'article le 20 février 2019

Acceptation le 19 mars 2020

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson C.W., De Maeyer J., 2015, « Object of journalism and the news », *Journalism*, n° 16/1, pp. 3-9.
- Bacon F., 1620/2010, *Novum Organum*, Paris : PUF.
- Bigot L., 2017, « Le *fact-checking* ou la réinvention d'une pratique de vérification », *Communication et langages*, n° 192, pp. 131-156.
- Cabrolié S., 2018, « Les *fake news* dans l'univers du journalisme en ligne, un levier de légitimation des pratiques professionnelles ? », in. Joux, A., Pélissier, M., *L'information d'actualité au prisme des fake news*, Paris : L'Harmattan, pp. 95-114.
- Charon J-M., 2003, « Le journalisme d'investigation et la recherche d'une nouvelle légitimité », *Hermès*, n° 35, pp. 137-144.
- Charron J., de Bonville J., 1996, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, vol. 17, n° 2, pp. 51-97.
- Coddington M., 2015, « Clarifying journalism's Quantitative Turn », *Digital Journalism*, n° 3/3, pp. 331-348.
- Entman R., 1993, « Framing: toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of communication*, n° 43/4, pp. 51-58.
- Graves L., 2013, *Deciding what's True: Fact-Checking Journalism and the New Ecology of News*, thèse, Columbia University.
- Joux A., 2018, « Des dispositifs contre les *fake news* : du rôle des rédactions et des plateformes », in. Joux A., Pélissier M., *L'information d'actualité au prisme des fake news*, Paris : L'Harmattan, pp. 73-93.
- Katz E., Lazarsfeld, P., 1955/2005, *Personal influence*, New York: Routledge.
- Labasse B., 2015, « Du journalisme comme une mésoépistémologie », *Communication* [en ligne], n° 33/1.
- Latour B., 2005, *Reassembling the Social. An Introduction to Actor-Network Theory*, Oxford: Oxford University Press.
- Le Monde, 2017a, www.lemonde.fr/verification/ (consulté le 11 juin 2017)
- Le Monde, 2017b, « Le Décodeur évolue. Dix questions pour comprendre notre démarche », Les Décodeurs, 16 mars 2017, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/16/le-decodeur-en-10-questions_5095621_4355770.html (consulté le 12 février 2018)
- Mathien M., Pélissier N., Rieffel R., 2001, « Avant-propos : figures du journalisme, critique d'un imaginaire professionnel », *Quaderni*, n° 45, p. 49-52.
- Meunier J.-P., 1999, « Dispositif et théories de la communication : deux concepts en rapport de codétermination », *Hermès*, n° 25, pp. 83-91.
- Meyer P., 1971/2002, *Precision journalism: a reporter's introduction to social science methods*, Maryland: Rowman & Littlefield Publishers, 4th edition.
- Oxford Dictionaries, 2016, « Word of the year. post-truth », <https://en.oxforddictionaries.com/word-of-the-year/word-of-the-year-2016>, consulté le 6 février 2019.
- Parasie S., Dagiral E., 2013, « Des journalistes enfin libérés de leurs sources ? Promesses et « réalités du journalisme de données » », *Sur le journalisme* [en ligne], vol. 2, n° 1, pp. 52-63.
- Paterson C., 2016, « The Ethnography of Digital Journalism », in. Franklin B., Eldredge S. (eds.), *The Routledge Companion to Digital Journalism Studies*, Abingdon, Oxfordshire: Routledge, pp. 108-116.
- Rebillard F., 2017, « La rumeur du *Pizzagate* durant la présidentielle 2016 aux Etats-Unis. Les appuis documentaires du numérique et de l'Internet à l'agitation politique », *Réseaux* 2017/2, n° 202-203, pp. 273-310.
- Ringoot R., Utard J-M., 2005, « Genres journalistiques et « dispersion du journalisme » », in. Ringoot R., Utard J-M., *Le journalisme en invention*, Rennes : PUR, pp. 21-47.
- Ruellan D., 2011, *Nous, journalistes. Déontologie et identité*, Grenoble : PUG.
- Smyrnaio N., Chauvet S., Marty E., 2017, *L'impact de CrossCheck sur les journalistes et les publics*, First Draft.
- Streckfuss R., 1990, « Objectivity in journalism: a search and a reassessment », *Journalism Quarterly*, vol. 67, n° 4, pp. 973-983.
- Watine T., 2004, « Entre réalité, vérité et objectivité : la « perspective » journalistique », *Les cahiers du journalisme*, n° 13, pp. 24-39.

Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information.

L'exemple du lancement du Décodex

A Representation of the Implicit Power of News Media.

The Launch of the Decodex

Representações implícitas do poder da mídia de informação.

O exemplo do lançamento do Decodex

Fr. S'appuyant sur des entretiens avec les journalistes à l'origine du Décodex et ceux impliqués dans son fonctionnement, cet article interroge les représentations associées à ce dispositif de signalement de la fiabilité des sources d'information en ligne. Il questionne notamment la représentation de leur travail atypique de fact checking durant le lancement du dispositif, au moment de la campagne présidentielle française, et les ambitions affichées et sous-entendues de ses promoteurs. En effet, le Décodex a ceci de particulier qu'il ne dénonce pas les fake news, comme de nombreux sites de fact checking, mais ambitionne d'identifier les sources qui les propagent. Dès lors, il s'autorise le droit de distinguer parmi les émetteurs de messages en ligne au nom d'un idéal journalistique. Les journalistes du Décodex voient-ils dans leurs pratiques une réaffirmation de la prétention épistémologique du journalisme à dire le vrai contre les fake news ? Comment perçoivent-ils le dispositif dans l'environnement numérique et médiatique ? Au-delà du discours de réaffirmation de la légitimité journalistique face aux fake news, c'est aussi un discours de l'efficacité des médias de référence qui est promu et de leur utilité sociale. Ainsi, la portée limitée des fake news durant la campagne présidentielle française de 2017 sera expliquée par la responsabilité des médias ayant « pignon sur rue ». En refusant de relayer les fausses informations, les médias d'information ont joué le rôle social de garant d'un débat public équilibré. Mais ce succès revendiqué est aussi un moyen pour la profession de journaliste de ne pas s'interroger sur ses limites, celles-là même qui conduisent aujourd'hui les fact checkers à défendre un journalisme menacé et le Décodex à se présenter comme une entreprise nécessaire.

Mots clés : Fact checking, fake news, post-vérité, épistémologie du journalisme, sources

En. Based on interviews with the journalists behind the Decodex project and those involved in its operation, this article examines the representations associated with this service that reports on the trustworthiness of online news sources. In particular, it looks at the representation of the anomalous fact checking at the launch of the service during the French presidential campaign, and the stated and implicit ambitions of its promoters. Indeed, the Decodex is unique in that it does not denounce fake news, like many fact-checking sites, but rather aims to identify the sources that disseminate it. In this way, it grants itself the right to distinguish among the transmitters of online material in the name of a journalistic ideal. Do Decodex journalists see in their practices a reaffirmation of the epistemological claim of journalism to tell the truthful rather than fake news? How do they perceive the service within the online and media environment? Beyond the reaffirmation of journalistic legitimacy vis-à-vis fake news, it is also a discourse on the efficacy of reference media and their social usefulness. For example, the limited presence of fake news during the French presidential campaign of 2017 could be explained by citing the responsibility of the media with its eye on the street; by refusing to relay false informa-

tion, the news media played the social role of guarantor of a balanced public debate. But this claimed success is also a way for the journalistic profession not to question its limits, the very limits that today lead fact checkers to defend threatened journalism and for the Decodex to present itself as a necessary enterprise.

Keywords: fact checking, fake news, post-truth, epistemology of journalism, sources

Pt. Com base em entrevistas com os jornalistas criadores do Decodex e aqueles envolvidos no seu funcionamento, este artigo questiona as representações associadas a esse dispositivo de alerta da confiabilidade das fontes de informação online. Em particular, questiona a representação do seu trabalho atípico de fact checking quando do lançamento do sistema, na época da campanha presidencial francesa, e as ambições declaradas e implícitas de seus promotores. De fato, o Decodex tem a especificidade de não denunciar fake news, como muitos sites de fact checking, mas visa identificar as fontes que as propagam. Portanto, ele se dá o direito de denunciar os emissores de mensagens online em nome de um ideal jornalístico. Os jornalistas do Decodex veriam em suas práticas uma reafirmação da pretensão epistemológica do jornalismo de dizer a verdade contra as fake news? Como eles percebem esse dispositivo no ambiente digital e midiático? Para além do discurso de reafirmação da legitimidade jornalística diante das fake news, é também um discurso da eficácia dos meios de comunicação de referência que se promove, e de sua utilidade social. Assim, o impacto limitado das fake news durante a campanha presidencial francesa de 2017 será atribuído à mídia oficial. Ao recusar transmitir informações falsas, a mídia de informação desempenhou o papel social de garantidor de um debate público equilibrado. Mas esse sucesso reivindicado é também uma forma de a profissão jornalística não questionar seus limites, esses que hoje levam os fact checking a defender um jornalismo ameaçado e o Decodex a se apresentar como um empreendimento necessário.

Palavras-chave: Fact checking, fake news, pós-verdade, epistemologia do jornalismo, fontes.

